



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2665

Texte de la question

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

M. le président. La parole est à M. Guillaume Garot, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Guillaume Garot. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, chacun sait qu'il n'y a pas de recette miracle contre le chômage. Les Français sont très lucides : ils savent qu'on ne sortira pas du jour au lendemain d'une crise qui dure depuis des années, mais ils attendent des résultats concrets à tous les efforts qu'ils ont consentis.

Depuis bientôt trois ans, la gauche a mené des réformes absolument nécessaires pour réduire les charges des entreprises et lever les verrous à la croissance, avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE – et la loi activité, pour rendre plus efficace l'action des régions, avec la réforme territoriale, et pour engager la transition énergétique, levier puissant pour gagner en emplois et en pouvoir d'achat. C'est avec la même volonté que nous avons rétabli la retraite à 60 ans pour ceux qui avaient commencé à travailler tôt et que nous avons créé le compte pénibilité et le compte formation, pour faire reculer les injustices et les inégalités.

Alors, aujourd'hui, pas d'angélisme, mais du réalisme. Pas d'optimisme forcé, mais pas non plus de pessimisme systématique.

Les divers indicateurs, depuis le début de l'année, sont meilleurs en ce qui concerne la consommation, le chômage et le carnet de commandes des entreprises, mais beaucoup de Français s'interrogent : est-ce passager ou durable ?

Monsieur le ministre des finances, comment comptez-vous agir pour accélérer et amplifier ces signaux et redonner ainsi aux Français espoir et confiance ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député Garot, depuis le début de l'année, en effet, un certain nombre de signaux, qui sont le reflet d'une réalité, sont meilleurs. Vous avez cité la consommation des Français, qui est repartie à la hausse, soutenue en particulier par la très faible inflation – et même par l'absence totale d'inflation, avec par exemple la baisse du prix du pétrole. Vous avez signalé aussi que les envies d'investissement des entreprises étaient de nouveau à la hausse, alors que les investissements n'ont cessé de baisser depuis plusieurs années – bien avant 2012, la chute de l'investissement privé a marqué l'économie française et donné du retard à notre économie et à nos entreprises.

Un certain nombre d'autres signaux montrent un peu plus de « confiance » – comme on dit – dans notre

économie. À quoi cela est-il dû ? D'abord, à un contexte international bien meilleur.

La France a souhaité l'année dernière que la valeur de l'euro soit plus en adéquation avec sa valeur réelle : c'est le cas aujourd'hui.

La France a souhaité l'année dernière – le Premier ministre l'avait dit dans son discours d'investiture – que les taux d'intérêt continuent à baisser pour permettre de financer l'économie, les entreprises, les investissements et les ménages qui veulent acheter un appartement ou construire une maison : ces taux d'intérêt sont aujourd'hui extrêmement bas.

La France a souhaité qu'au niveau européen – car c'est aussi cela, l'inflexion nécessaire de la politique européenne –, des projets d'investissement soient portés par l'Europe : c'est le plan Juncker de 315 milliards d'euros.

La France a souhaité aussi que, tout en continuant à diminuer nos déficits, notre trajectoire de diminution des déficits soit plus en adéquation avec cette croissance nécessaire. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* C'est cela qui crée ce contexte.

Il faut maintenant confirmer, il faut amplifier, il faut observer. Je ne veux pas annoncer, je veux pouvoir commander un résultat meilleur. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2665

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 mars 2015](#)